

VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

LA PREUVE EST FAITE

La preuve est faite : comme « LA VERITE » n'a cessé de le répéter, on ne peut défendre efficacement la cause de la paix, indissolublement liée à celle des travailleurs, en soutenant un gouvernement bourgeois quel qu'il soit.

Mendès-France est infiniment attentif... à la bourgeoisie. Il s'est mis fin à la guerre d'Indochine, au moment où les colonialistes ne pouvaient plus faire autrement que le corps expéditionnaire était en pleine déroute. Mais, fort de l'appui des dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français, il a pu, avec l'aide de Molotov, imposer au Viet-Minh des conditions bien plus favorables pour l'impérialisme qu'aucun autre gouvernement n'eût pu le faire, comportant le maintien d'une grande partie de la franc-américaine dans le Sud-Vietnam.

Il n'a jamais songé à distendre l'alliance atlantique — n'a-t-il pas besoin comme ses prédécesseurs, des dollars américains — sans lesquelles l'économie et finances du capitalisme français s'effondreraient ?... Il a seulement obtenu pour la bourgeoisie des conditions moins catastrophiques que celles de la CED pour le réarmement allemand, il réunifié ainsi les bourgeois hier purement divisés sur la CDE, et toute la messe de « L'Aurore » à « Combat », chante aujourd'hui ses louanges.

Ayant assuré ainsi « la continuité de la politique » des dirigeants de la France, « suivant l'expression du « Figaro », il s'occupe maintenant de garantir le continué de la politique intérieure, de la mettre pour les masses, des superprofits pour les trusts. Fort des pleins pouvoirs votés avec la complicité des chefs réformistes et stalinien — ces derniers en ont fait l'hypocrisie de l'abstention — il distribue les milliards aux trusts, 60 milliards aux distillateurs pour ne pas distiller, il s'attache au contraire des chemins, comme Laniel et Pinay, il refuse de lever le minimum vital, et compte sur la complicité des dirigeants des masses à l'aide de miettes dérisoires.

Les travailleurs comprennent qu'ils sont une fois de plus dupés.

Mais que font les dirigeants ? Guy Mollet semble ne songer qu'à préparer l'entrée de son parti au gouvernement. Quant aux dirigeants stalinien, ils paraissent se contenter d'attendre l'hostilité des masses à Mendès-France. « Mendès-France a cédé à Londres à la pression américaine » répète « L'Humanité » sur tous tons : c'est tout juste si on ne plaint pas le pauvre homme. La lutte pour les salaires est reléguée au troisième plan. Bien plus, on se félicite des résultats obtenus — à grâce à l'action des travailleurs. Et Léon Mauvais, dans « L'Humanité » du 13 octobre, réclame 5,50 % pour tout le monde ! Ainsi, le secrétaire stalinien de la CGT oublie les 5.000 frs par mois ou 25 frs de l'heure revendiqués par de nombreuses corporations, il oublie même les 25.000 frs du SUD, revendication unanime des centrales syndicales ! Jusqu'où iront ces hommes pour empêcher la mobilisation des travailleurs, unis contre le patronat et son gouvernement ? N'ont-ils pas continué à s'opposer à la préparation de la grève générale ? à prêcher les grèves tournantes, honni par les travailleurs qui savent que seul un mouvement d'ensemble peut faire capotier le patronat et son gouvernement ?

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si le tirage de « L'Hum » a encore baissé de 20.000 en un an — tombant au chiffre le plus bas depuis 1934. C'est que, au plus profond des masses travailleuses, un formidable travail de réflexion s'accomplit, auquel les travailleurs communistes sont particulièrement sensibles. Ils comprennent que la classe ouvrière doit contraindre ses dirigeants à rompre leurs liens, quels qu'ils soient ; qu'elle doit le faire par elle-même. Ils veulent défendre leurs revendications, à organiser la lutte d'ensemble des masses travailleuses contre le patronat et les représentants du patronat, Mendès-France — Edgar Faure à imposer par la grève générale un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement des seules organisations ouvrières.

G. BLOCH.

Finis les rendez-vous avec Mendès! Pas de 1^{er} avril!

DRE LES LE RENDEZ-VOUS DE LA LUTTE UNITAIRE

MENDÈS-FRANCE est-il un homme de gauche ou un homme de droite ? Voilà la question subtile que l'Institut Français d'Opinion Publique a posée au « grand public », Et le grand public n'a pas su répondre ! Pourquoi cela ?

Simplyment parce qu'il y a en France, deux Mendès-France. Celui qu'ont plébiscité Parti Socialiste et Parti Communiste Français, qu'ils présentent chacun à sa façon, comme l'homme du progrès. Et l'autre, le vrai : l'homme de la bourgeoisie.

Cette confusion, bien entendu, Mendès-France l'entretient soigneusement. Les propagandistes de l'homme-à-lait-sucrié se tournent vers les travailleurs avec un beau sourire : voyez, n'est-il pas des vôtres ? N'a-t-il pas fait la paix en Indochine, promis la lune aux Tunisiens, torpillé la CED ? Il a, bien sûr, des hésitations, des moments de faiblesse. Mais c'est-à-dire qu'il subit des pressions énormes ! Mettez-vous un peu à sa place, aidez-le, donnez-lui le « courant d'affection » dont ce cher homme a besoin.

Ceux-là prennent les travailleurs pour des imbéciles. Mais les travailleurs sont assez grands pour faire eux-mêmes le bilan de l'opération Mendès. En Indochine, le canon ne tonne plus ; mais Mendès vient de conclure avec Washington un accord qui laisse aux Américains la haute main sur les positions fantômes du Sud-Vietnam et ouvre la voie à une nouvelle agression. En Afrique du Nord, les représentants officiels de l'impérialisme français tiennent des discours un peu plus mielleux que par le passé, mais continuent à manier la trique, et l'on a frappé Messali Hadj. Et les élections nationales, par les accords de Londres, Mendès tient la promesse de son discours d'investiture, celle qui lui a valu le soutien des partis ouverts ; il repêtré l'alliance atlantique contre-révolutionnaire !

Mais ce n'est pas tout. M. Mendès-France paraît-il, veut faire du social. Résultat : la prime de 5 fr. 50 par heure accordée aux travailleurs le moins payés. A peine l'aumône est-elle faite, sous forme de prime qui n'intervient pas dans le salaire minimum garanti, que le gouvernement s'inquiète. Il s'inquiète du sort des pauvres patrons soumis à cette charge. Il cherche pour eux de nouvelles sources de sur-profit : il favorise les augmentations de capital, clé de toutes les fraudes et spéculations, et l'organisme un gigantesque circuit de spéculations au grand capital, payées par le nouveau « Fonds de Reconversion » et par les entreprises nationalisées (charbonnages, bauxites, mines, chemins de fer), qui accorderont des tarifs préférentiels aux magnats de l'industrie. Il relance l'offensive capitaliste de la 3^{ème} République.

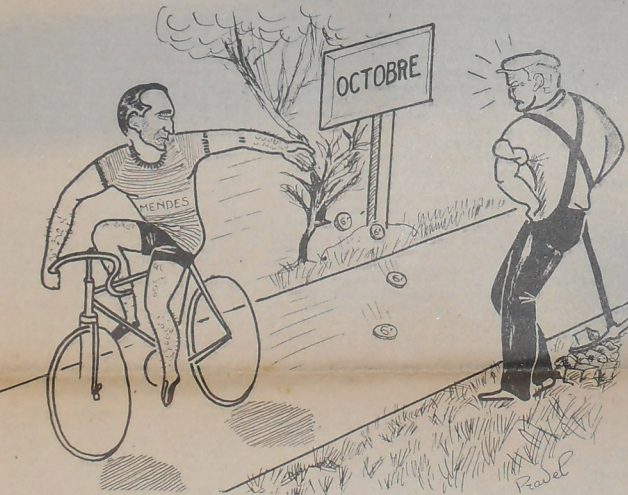
Ce bilan est trop lourd pour que nos dirigeants officiels en assument franchement la responsabilité. Ils s'en tirent par les diagnostics : « Au moins nous sommes sortis

de l'immobilisme ». Sortis de l'immobilisme ? La bourgeoisie peut-être. Mais c'est le mouvement ouvrier lui-même qui est plongé tout entier dans l'immobilisme par la volonté de ses dirigeants !

Que fait le Parti Socialiste ? Il re-fait l'unité de ses parlementaristes, cédistes et anti-cédistes pour le soutien aux perdus accords de Londres ; il prépare son entrée dans le ministère Mendès pour lui donner la couverture

« ouvrière » qui le mettra à l'abri, espère-t-on, de tous mouvements sociaux.

Que fait le Parti Communiste Français ? Il se déchaine contre les (Suite en page 4)



Sur la route de Louviers

(Mendès-France, sur « Cyclic International », gagne Paris-Louviers.)

— Tiens, brave cantonnier, voilà pour boire à ma santé.

A l'action pour libérer Messali Hadj!

La grande salle de la Mutualité était pleine de Nord-Africains, ce dimanche 3 octobre 1954, à 20 heures. Ils étaient venus de partout, de Genevilliers et de Nanterre du XX^{ème} arrondissement et de la place d'Italie.

Pour l'heure, ils n'avaient qu'une exigence : « LIBÉREZ MESSALI HADJ ».

Cette revendication précise et clamée bien haut, quelques Français, dont Yves Dechézelles, et trois organisations — la CGT, le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^{ème} Internationale) — étaient venus apporter leur soutien et leur appui.

La presse, et particulièrement celle

dite de gauche, n'eut que très peu de mots pour saluer cette manifestation.

« L'Observateur » n'en dit rien. Pour tout son rédacteur en chef, Gilles Martinet fut l'un des « orateurs ». « France-Tireur » se borna à écrire deux lignes à la fin d'un petit entre-feuille paru en troisième page. C'était un peu plus court que le discours que fit, au cours de ce meeting, un de ses rédacteurs, spécialiste des questions coloniales : Jean Rous. Quant à « L'Humanité », elle prit quarante-huit heures de réflexion avant de faire paraître un petit article où il était question de « personnalités ». Il est vrai que le Parti Communiste avait invité ses amis de représentants à l'envoi d'un dénommé Lachenaud, que personne ne connaissait.

CONTRE MESSALI HADJ NE S'ARRÊTERA PAS LA. Il n'est qu'une première mesure, qui doit aller, normalement, logiquement, vers la déportation de ce chef nationaliste, protestation vivante face à l'hérésie qui s'initiale à tes trois départements français d'Algérie.

C'est pourquoi il n'y a plus de temps à perdre. C'est pourquoi la libération de Messali Hadj ne peut plus rester lapanage des Algériens seuls. Elle devient l'affaire de tout le peuple de France, de tous les travailleurs, de toutes les organisations syndicales et politiques ouvrières. Parce que la lutte du peuple français rejoint celle du peuple algérien pour s'affranchir de l'exploitation économique.

Daniel RENARD.
(Suite en page 4)

Baranès, ou les quatre opérations

L'AFFAIRE Baranès s'achève lentement mais sûrement vers son enterriment. Dépolluée de l'aspect volontairement racoleuse, qu'on avait voulu lui assigner toutes les parties en présence, « l'affaire » se réduit aux 4 opérations.

L'OPÉRATION « SECRET DE DEFENSE NATIONALE », OU OPERATION-BIDON

La feinte et vertueuse indignation de la presse bourgeoise sur les « secrets » qui (horreur) ont été transmis à « l'étranger », ne peut que provoquer le sourire. Il y a belle lurette que les services de renseignements n'ont plus de secret les uns pour les autres. Il n'y a que de lire les « Mémoires » des Grands dignitaires des « Services Secrets » pour s'apercevoir qu'ils étaient toujours parfaitement au courant de ce que tramait chez l'adversaire. L'opération « secret de défense nationale » ne vise donc qu'à amuser le public pour le distraire des vrais problèmes politiques que soulèvent l'affaire Baranès.

L'OPÉRATION MENDES-FRANCE - MITTERAND

La bourgeoisie française est profondément déchirée. Il lui faut envisager la liquidation de toute une série de ses positions dans le monde. La politique de Mendès-France vise à tenter d'opérer le

malade pour le sauver. Toute une série d'hommes politiques de la bourgeoisie se dressent, effrayés de l'opération, car au-delà des « succès » épisodiques (fin de la guerre d'Indochine, Tunisie, etc.) ils se rendent compte qu'il sera au moins aussi difficile de conserver le reste. Les accusations d'agent de Moscou formulé contre Mendès-France, ne traduisent pas autre chose que ce désarroi profond qui agite la classe dominante et dont l'affaire Baranès n'est qu'une des expressions. Mendès-France a coupé court à ces accusations surtout avec les accords de Londres qui consacrent par ailleurs, évidemment face aux positions arabiques ; également avec l'affaire Baranès.

Dans ce sens il a incontestablement remporté un succès sur ses rivaux bourgeois. Cependant les limites d'un tel succès sont étroitement circonscrites par l'effet que les histoires de divulgation de secrets avec l'extraordinaire barrière d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires qui y sont mêlés traduisent la décomposition de la classe bourgeoise dont M. Mendès-France est le représentant.

L'OPÉRATION « JOURNALISTES INTELLIGENTS »

Que Baranès se soit joint du « Figaro », de « L'Aurore », de MM. Brune, Martinand-Deplait, Dides ou Hugues en (Suite en page 4)

Par le transfert de Messali Hadj aux Sables-d'Olonne, la signification de la déportation prend un ton nouveau. Sans parler du regain d'intérêt de l'opinion publique, émue par ce nouvel incident, il met en lumière la véritable nature du gouvernement Mendès-France et les difficultés grandissantes auxquelles il se heurte pour réaliser sa politique coloniale.

Il n'est un mystère pour personne que depuis des semaines les « discussions tunisiennes » piétinent, marquant le pas face à une action renouée et croissante en vigueur des «fellaghas». Au Maroc, les terroristes prennent de plus en plus d'ampleur, et le gouvernement, contraint de conserver Ben Arafa sous la pression des colons de Casablanca, se voit interdite tout dialogue avec les nationalistes, qui exigent, préalablement, à toute autre chose, le retour de Ben Youssef.

Pris à la gorge entre la lutte révolutionnaire des masses nord-africaines et la volonté des colonialistes de ne faire aucune concession, le gouvernement français se retourne vers la seule politique dont il dispose : la forçage du continent en Tunisie répond comme en écho aux nouvelles mesures prises contre Messali Hadj. Les intérêts des colons du golfe de Gabès sont identiques à ceux des gros planteurs de la plaine du Chéffif.

MAIS LE NOUVEL ATTENTAT

Peintures Rouges

LES BATISSEURS

Le général Salan a magnifié le rôle du corps expéditionnaire au Viet-Nam. Et il a inventé son rôle « constructeur ». Tout commentaire affaiblirait la portée de cette affirmation. Toutefois, le moins incertain Thierry d'Argenlieu, auteur du massacre d'Halphong, en 1946, a dû l'apprecier à sa juste valeur.

LES SYNDICATS « LIBRES »

Les « révélations » Baranès-Dides auront permis d'apprécier à sa juste valeur — qui est grande — le contenu du mot « liberté ». Ainsi, le Syndicat indépendant de chez Renaud, a libre comme il se doit, aurait vu le jour avec la bienveillante bénédiction de M. les commissaires Dides. Et Le Bourgeois — ami de Vinatrel, syndiqué FO, ami de Baylot-Dides — « éditeur » libéral, occasionnel est vrai, de « Figaro », du Bureau confédéral FO, est également un homme libre.

SUR DES ŒUFS

M. Maamoudi, ministre du Né-Destour, a fait une déclaration dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle témoigne d'une extrême prudence. Par exemple, les opérations terroristes

ménées par les troupes d'occupation contre les Tunisiens sont qualifiées pudiquement de « poursuites engagées contre les populations vivant près des montagnes ».

Appeler un attentat un ratisage, évidemment, c'est délicat.

« L'Express », organe officieux, note M. Maamoudi « en hausse » pour sa déclaration condamnant le terrorisme. Mais soyons justes : M. Maamoudi condamne seulement... ce qu'on appelle le terrorisme ».

Que de bavardages seraient évités, en Tunisie et ailleurs, si seulement les chats pouvaient être apprivoisés ! des chats.

MENDÈS-FRANCE

« La Voix des Basques », radio des Basques émigrés en France, s'est d'être interdite par les soins diligents de M. Mitterrand.

Le motif, donné par le gouvernement, est d'un cynisme à dégoûter. Si nous n'aidions pas Franco, dit-il, ce dernier nous causera les pires ennuis dans « notre » Maroc.

Les Saints-Albanais du fascisme et du colonialisme montrent un nouvel et sinistre aspect de l'expérience « Mendès-France ».

Des militants communistes écrivent à LA VÉRITÉ Le M.T.L.D. contre les capitulaires (2)

Depuis plusieurs mois « LA VÉRITÉ » a ouvert ses colonnes à des militants du P.C.F. qui y expriment librement leur point de vue. C'est aujourd'hui sur le bilan de l'affaire des « assassins en blouse blanche » qu'un militant communiste a voulu communiquer ses réflexions à « LA VÉRITÉ ».

Petite suite médicale et policière

Le 23 juillet 54, un communiqué de l'Agence Tass, nous apprenait l'exécution de la Sécurité ancienne vice-ministre de l'Etat de l'Union Soviétique qui avait été destitué et arrêté en avril 1953.

Cette fusillade est l'épilogue d'un long feuilleton policier dont nous nous proposons de parcourir aujourd'hui les péripéties ; il s'agit en effet de l'affaire dite des « médecins terroristes », affaire dont Rioumine avait dirigé l'enquête.

Le 13 janvier 1953, un communiqué de l'Agence Tass faisait état de la découverte et de l'arrestation d'un « groupe de médecins terroristes qui se proposaient d'abréger la vie des militants actifs de l'Union Soviétique au moyen de traitements médicamenteux ». Ces « assassins en blouses blanches » auraient déjà réussi l'assassinat de Tchertchobakov en mai 45 de Jdanov en août 48 ; ils auraient également pratiqué des tentatives infructueuses sur diverses personnalités, dont plusieurs maréchaux soviétiques.

Ces « assassins » moyens exacts agissent-ils ? Dans les « Lettres Françaises » du 22 janvier 1953, Daniel Anselme affirmait : « Les détails techniques fournis par la presse soviétique ne manquent point ».

qui avait conduit l'enquête, entré au Secrétariat du Parti. Et la presse communiste du monde entier dénonçait le sionisme, « théorie réactionnaire de la bourgeoisie juive », cependant que l'Union Soviétique rompait les relations diplomatiques avec Israël.

STALINE MEURT

Le 6 mars 1953, en l'absence de ses médecins habituels (dont plusieurs faisaient partie des accusés) Staline meurt. Pour éviter probablement l'accusation d'assassinat médical, d'autres médecins (ceux qui l'avaient soigné pendant sa dernière maladie) publient un compte-rendu d'autopsie qui souligne le caractère irréversible de sa maladie.

Un triumvirat composé de Malenkov, Béria et Molotov lui succède. Cela commence à parler de la nécessité d'une direction collective, et un præsidium de dix membres est nommé à cet effet semblé-il. Les journalistes occidentaux s'interrogent : va-t-on assister à une lutte de clan aboutissant à l'élimination au profit d'un seul des anciens membres du triumvirat ?

Le 20 mars 53, Malenkov qui semble le plus placé dans la course au pouvoir démissionne de ses fonctions de Secrétaire Général du Parti (titre sous lequel Staline était parvenu à la direction unique de l'Union Soviétique).

Le premier round paraît donc être joué et gagné par qui ? Vraisemblablement par Béria considéré comme le dauphin de Staline jusqu'à la toute récente ascension de Malenkov.

droit de penser que son successeur Béria (glorifié d'ailleurs à cette occasion par la presse communiste du monde entier) avait superbement déjoué la manœuvre...

BÉRIA DISPARAIT

Rassemblez-vous, la pièce n'est pas terminée... Le 10 juillet 1953, l'Agence Tass annonce l'arrestation de Béria accusé d'avoir saboté l'organisation des Kolkozhoz, favorisé le nationalisme ukrainien et tenté « de placer le ministère de l'Intérieur au-dessus du gouvernement et du parti communiste de l'URSS ». Va-t-on de nouveau arrêter les médecins ? Et de nouveau, décorer Timachouka ?

Remettez Ignatiev (1) et Rioumine à leurs postes ? Va-t-on aussi réparer quelcun procès monotone analogue à ceux qui se sont passés en URSS de 1934 à 1938... ou à ceux plus récents de Tchekolovaïque et autres démocraties populaires ?

Cependant, le docteur Vovski (principal accusé du 13 janvier 53) prend de son congrès médicamenteux ; et on ne parle plus de Béria... Jusqu'au 23 décembre 53 où l'on apprend qu'il a été exécuté après avoir été jugé à huis-clos par la Cour Suprême de l'URSS. Des 6 complices condamnés et exécutés avec lui n'a pas participé officiellement aux enquêtes successives et contradictoires concernant les médecins. Le jeu était terminé, Malenkov avait gagné — du moins provisoirement — la direction du Parti.

Le 23 juillet 54, la balle qui achève Rioumine, accusateur des médecins, s'abat sur Béria et son accusateur de Béria lui-même, n'est plus que l'écho attardé d'une vieille histoire qui n'intéresse plus personne.

Pourquoi en parler aujourd'hui ? Elle est longue, ennuyeuse et dégage un profond sentiment de malaise. Seulement nous pensons qu'il est bon, si le régime soviétique, tel du moins qu'il est actuellement, était au pouvoir, nous verrions peut-être André Marty avouer qu'il est un traître... puis Lecœur avouer qu'il a obtenu d'André Marty des aveux par la torture... Puis... mais cecl est une autre affaire.

MALGRÉ la sympathie évidente dont sont entourés M'Kiouane, MM. Hocine Lahouel et Abdou El-Ghani par la presse française, et même que l'impérialisme est contraint d'admettre la réalité.

« Le Monde » écrit :
Il semble bien que le définitive Messali l'a emporté, tant en France qu'en Algérie...
« Dirigé par des hommes qui semblent vouloir s'écarteler de méthodes violentes et sortir de la clandestinité, (la formation des exécutifs) risque de se trouver dépassée par le M.T.L.D. inassuré dont les racines sont surtout prolétariennes... »

Le journaliste du « Monde » note encore, avec effroi, que le M.T.L.D. va vraisemblablement en finir avec l'impérialisme dont la base objective et subjective était la capitulation devant l'impérialisme des ex-dirigeants exécutifs.

L'ALGÈRE EN REVOLTE
Les exclus, par ailleurs, ont été du obligés d'admettre la réalité du rapport des forces :
« A partir du 11 mars, déclarent-ils dans leur rapport kilométrique à leur conseil central du 14 mars, le mouvement fractionniste prit une nouvelle allure. La direction se trouve tout à coup inondée de motions provenant de différents points de France et d'Algérie, et émanant des comités de Kermas et des groupes ralliés aux idées de Messali... »

Ainsi, de son propre aveu, les comités de sections « inondent » la direction capitalulaire et approuve Messali. C'est donc que l'immense majorité du Parti communiste de France, Lahouel et Cie. D'un côté, avec Messali : le Parti, de l'autre, avec les exclus, une fraction infime.

cache la plus servile des adaptations à l'impérialisme. Ceci sous une accumulation invraisemblable de contradictions reflétant l'absence inconciliable de deux orientations.

UNE ORIENTATION CAPITALULAIRE

Les « docteurs » de l'ex-direction procédaient dans leur rapport au II congrès à une prétendue classification, des différents caractères Je Parti révolutionnaire, quant à sa pensée, quant au but, quant aux moyens... !

Se classant eux-mêmes dans la catégorie des révolutionnaires quant aux moyens, ils écrivent :
Un révolutionnaire quant aux moyens est celui qui pour parvenir à ses buts utilise tous les moyens possibles autorisés par le Droit. A ce titre également, le Parti est révolutionnaire !

Permettez, messieurs. En Algérie, si nous ne nous trompons pas, le Droit avec un grand D est le droit des colonialistes qui exprime la domination totale et absolue de l'impérialisme. C'est un Droit qui justifie l'expropriation polluante et économicide de la quasi-totalité des Algériens. Si le M.T.L.D. n'utilisait que les moyens possibles autorisés par ce Droit, il abdiquerait son rôle de Parti révolutionnaire revendiquant l'indépendance pour le peuple algérien. N'utiliser que les « moyens possibles autorisés » par le Droit de MM. Neugeben, Léonard, Chevalier, c'est trahir le peuple. Avec une telle philosophie, il n'y aurait jamais eu ni d'Étoile Nord-Africaine, ni de P.P. ni de M.T.L.D.

« Peut-être s'agit-il d'un erreur, de gens entraînés par le son de leurs propres paroles, créées et répétées sans cesse ? En aucune façon, car le rapport des exclus continue en déclarant sentencieusement :
On ne conçoit pas de révolutionnaire (1) sans relation directe et constante avec les faits réels. Pour influer sur ces derniers, IL FAUT D'ABORD SAVOIR LEUR OBEIR. » (Souligné par nous.)

En réalité, la seule préection connue d'André Jdanov mort à Moscou le 31 août 1948. Dans l'article de la « Pravda » du 30 janvier 1953 (reproduit le lendemain par « L'Humanité »), nous lisons : « Les criminels ont avoué que, profitant de la maladie du camarade Jdanov, ils avaient dissimulé intentionnellement que ce lui-ci était atteint d'une lésion myocardique et lui avaient prescrit un régime contre-indiqué, provoquant ainsi la mort du camarade Jdanov ».

Or, la maladie de cœur de Jdanov était si bien connue que Pierre Courtade, dans « L'Humanité » du 2 décembre 1948, écrivait : « Le camarade Jdanov est mort à l'âge de 52 ans. Les médecins qui le soignaient ont déclaré que depuis de nombreuses années, le camarade Jdanov souffrait d'une maladie de cœur et avait de fréquentes attaques d'angines de poitrine suivies de crises d'asthme cardiaque ».

Un triumvirat composé de Malenkov, Béria et Molotov lui succède. Cela commence à parler de la nécessité d'une direction collective, et un præsidium de dix membres est nommé à cet effet semblé-il. Les journalistes occidentaux s'interrogent : va-t-on assister à une lutte de clan aboutissant à l'élimination au profit d'un seul des anciens membres du triumvirat ?

Le 20 mars 53, Malenkov qui semble le plus placé dans la course au pouvoir démissionne de ses fonctions de Secrétaire Général du Parti (titre sous lequel Staline était parvenu à la direction unique de l'Union Soviétique).

Le premier round paraît donc être joué et gagné par qui ? Vraisemblablement par Béria considéré comme le dauphin de Staline jusqu'à la toute récente ascension de Malenkov.

Pourquoi en parler aujourd'hui ? Elle est longue, ennuyeuse et dégage un profond sentiment de malaise. Seulement nous pensons qu'il est bon, si le régime soviétique, tel du moins qu'il est actuellement, était au pouvoir, nous verrions peut-être André Marty avouer qu'il est un traître... puis Lecœur avouer qu'il a obtenu d'André Marty des aveux par la torture... Puis... mais cecl est une autre affaire.

« Le Monde » écrit :
Il semble bien que le définitive Messali l'a emporté, tant en France qu'en Algérie...
« Dirigé par des hommes qui semblent vouloir s'écarteler de méthodes violentes et sortir de la clandestinité, (la formation des exécutifs) risque de se trouver dépassée par le M.T.L.D. inassuré dont les racines sont surtout prolétariennes... »

Le journaliste du « Monde » note encore, avec effroi, que le M.T.L.D. va vraisemblablement en finir avec l'impérialisme dont la base objective et subjective était la capitulation devant l'impérialisme des ex-dirigeants exécutifs.

L'ALGÈRE EN REVOLTE
Les exclus, par ailleurs, ont été du obligés d'admettre la réalité du rapport des forces :
« A partir du 11 mars, déclarent-ils dans leur rapport kilométrique à leur conseil central du 14 mars, le mouvement fractionniste prit une nouvelle allure. La direction se trouve tout à coup inondée de motions provenant de différents points de France et d'Algérie, et émanant des comités de Kermas et des groupes ralliés aux idées de Messali... »

Ainsi, de son propre aveu, les comités de sections « inondent » la direction capitalulaire et approuve Messali. C'est donc que l'immense majorité du Parti communiste de France, Lahouel et Cie. D'un côté, avec Messali : le Parti, de l'autre, avec les exclus, une fraction infime.

L'accusation centrale formulée par les exclus contre Messali c'est d'avoir condamné la plateforme élaborée par le II congrès du M.T.L.D., tenu en avril 1953. Il est donc malheureux de leur part d'affirmer que le différend n'avait qu'une base personnelle.

En réalité, et le simple fait de mentionner la condamnation par Messali du II congrès du M.T.L.D. est d'annoncer les fondements politiques des divergences.

Quelle écurante et misérable justification de la plus misérable des philosophies d'esclaves, adorant leurs chaînes. Quels sont donc les « faits réels » de l'Algérie auxquels « il faut savoir obéir » ?

Le fella exproprié, le chômeur affamé, les élections truquées, la discrimination raciale, la répression. Messali déporté, les 45.000 morts de Sétif et de Guelma !

Non, mille fois non, un parti ne saurait être révolutionnaire s'il obéit à ces faits réels. Il lutte pour les détruire. S'adaptant à « ces faits réels », l'ex-direction a refusé le combat, l'indépendance pour les peuples frères du Maroc et de Tunisie.

L'aveu est de taille. Il sera complété et éclairé.

Dans leur rapport pour le II congrès, les exclus nous ont :
« Il faut à présent penser à l'échelle nationale, ce qui doit être le Parti à considérer et à apprécier non seulement les forces qui sont en son sein, mais aussi les forces potentielles se trouvant hors dui... Le rôle révolutionnaire doit être compris de la façon suivante :
P. LAMBERT. (Suite page 4)

NOUVEAU VIRAGE

C'est à ce moment qu'éclate un coup de tonnerre : les assassins n'en étaient pas. Le 4 avril, un communiqué du Ministère de l'Intérieur de l'URSS annonce la libération des 10 médecins « de la Sécurité d'Etat » chargés de documents et adjoint 6 confères dont personne n'avait jamais entendu parler jusque-là accusés à tort de terrorisme et d'assassinat : « La vérification a montré que les accusations lancées contre les personnes énumérées sont mensongères et que les documents et les lettres qui étaient basés les enquêtes ne sont pas probants. Il a été établi que les dépositions de personnes arrêtées qui confirmeraient prétendument les accusations lancées contre elles ont été obtenues par les collaborateurs de l'ex-Ministère de la Sécurité d'Etat ».

Mais voyons la presse communiste française : le 11 avril 53, nous lisons dans « France Nouvelle » : « Nous avons cru au crime dont on avait accusé les médecins soviétiques innocents. C'est exact car nous accordons une pleine confiance au gouvernement soviétique ». Cet aveu montre quel danger comporte la fameuse « confiance inconditionnelle en l'Union Soviétique ». Ce n'est cependant pas la conclusion de Pierre Courtade qui dans « L'Humanité » du 8 avril 53 écrit : « Non seulement l'autorité internationale de l'Union Soviétique n'est pas affaiblie, mais elle sort grande de cette affaire, à l'occasion de laquelle la légalité soviétique qui protège l'individu contre l'arbitraire policier a été mise en lumière aux yeux du monde entier ».

Un triumvirat composé de Malenkov, Béria et Molotov lui succède. Cela commence à parler de la nécessité d'une direction collective, et un præsidium de dix membres est nommé à cet effet semblé-il. Les journalistes occidentaux s'interrogent : va-t-on assister à une lutte de clan aboutissant à l'élimination au profit d'un seul des anciens membres du triumvirat ?

Le 20 mars 53, Malenkov qui semble le plus placé dans la course au pouvoir démissionne de ses fonctions de Secrétaire Général du Parti (titre sous lequel Staline était parvenu à la direction unique de l'Union Soviétique).

Le premier round paraît donc être joué et gagné par qui ? Vraisemblablement par Béria considéré comme le dauphin de Staline jusqu'à la toute récente ascension de Malenkov.

« Le Monde » écrit :
Il semble bien que le définitive Messali l'a emporté, tant en France qu'en Algérie...
« Dirigé par des hommes qui semblent vouloir s'écarteler de méthodes violentes et sortir de la clandestinité, (la formation des exécutifs) risque de se trouver dépassée par le M.T.L.D. inassuré dont les racines sont surtout prolétariennes... »

Le journaliste du « Monde » note encore, avec effroi, que le M.T.L.D. va vraisemblablement en finir avec l'impérialisme dont la base objective et subjective était la capitulation devant l'impérialisme des ex-dirigeants exécutifs.

L'ALGÈRE EN REVOLTE
Les exclus, par ailleurs, ont été du obligés d'admettre la réalité du rapport des forces :
« A partir du 11 mars, déclarent-ils dans leur rapport kilométrique à leur conseil central du 14 mars, le mouvement fractionniste prit une nouvelle allure. La direction se trouve tout à coup inondée de motions provenant de différents points de France et d'Algérie, et émanant des comités de Kermas et des groupes ralliés aux idées de Messali... »

Ainsi, de son propre aveu, les comités de sections « inondent » la direction capitalulaire et approuve Messali. C'est donc que l'immense majorité du Parti communiste de France, Lahouel et Cie. D'un côté, avec Messali : le Parti, de l'autre, avec les exclus, une fraction infime.

Quelle écurante et misérable justification de la plus misérable des philosophies d'esclaves, adorant leurs chaînes. Quels sont donc les « faits réels » de l'Algérie auxquels « il faut savoir obéir » ?

Le fella exproprié, le chômeur affamé, les élections truquées, la discrimination raciale, la répression. Messali déporté, les 45.000 morts de Sétif et de Guelma !

Non, mille fois non, un parti ne saurait être révolutionnaire s'il obéit à ces faits réels. Il lutte pour les détruire. S'adaptant à « ces faits réels », l'ex-direction a refusé le combat, l'indépendance pour les peuples frères du Maroc et de Tunisie.

L'aveu est de taille. Il sera complété et éclairé.

Dans leur rapport pour le II congrès, les exclus nous ont :
« Il faut à présent penser à l'échelle nationale, ce qui doit être le Parti à considérer et à apprécier non seulement les forces qui sont en son sein, mais aussi les forces potentielles se trouvant hors dui... Le rôle révolutionnaire doit être compris de la façon suivante :
P. LAMBERT. (Suite page 4)

ANTI-SIONISME OU ANTI-SEMITISME ?

Cependant, dix médecins français aux titres particulièrement éminents publièrent dans « L'Humanité » du 27 janvier une étude collective sous laquelle ils estimaient « qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels », et le 26 février 1953 au cours d'une conférence organisée par la « Note de Critique » sur le « crime » des « médecins criminels », le docteur Le Guillant sans faire aucunement allusion au cas Jdanov, sans discuter les possibilités matérielles de ce « sabotage » médical, affirmait sa satisfaction que « les soviétiques aient mis la main au collet de criminels qui perpétrassent et déshonoraient (son métier) ». Son absolue certitude de culpabilité se basait uniquement sur le fait que des médecins nazis par fois illustres, avaient commis des crimes beaucoup plus atroces.

C'est-à-dire une comparaison dangereuse ! Que penser en effet d'un régime qui 35 ans après la révolution qui lui a mis au pouvoir lasses parvenu aux plus hauts échelons de la profession médicale un groupe de bandits assimilables aux médecins SS ? Ces médecins accusés étaient les meilleurs spécialistes de toute l'Union Soviétique, ceux qui ont confiés les soins que pouvaient réclamer les grands dignitaires du régime. Plusieurs d'entre eux ont des noms mondialement connus. Mais pourquoi donc ces médecins couverts d'honneurs, et dont la situation matérielle et scientifique aurait pu faire envie leurs ordres et le prix de leur traitement par l'intermédiaire de « Joint Jewish Committee » participant stonnie à la conspiration américano-sioniste. Remarquez en effet que sept sur ces neuf médecins étaient juifs et que leur arrestation avait succédé de peu au procès Stansky où s'était manifesté sous couleur d'anti-sionisme un anti-semitisme à peine moins violent que celui, traditionnel, de l'ancienne Europe Centrale.

Et la presse soviétique glorifiait la doctoresse Timachouka qui, la première, avait flairé le complot abominable, provoqué l'enquête et pour ce service exceptionnel, venait de recevoir « l'ordre de Lénine ». Abakoum, ministre de la Sécurité, était destitué et remplacé par Ignatiev ; Rioumine, vice-ministre à la Sécurité,

Cependant, dix médecins français aux titres particulièrement éminents publièrent dans « L'Humanité » du 27 janvier une étude collective sous laquelle ils estimaient « qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels », et le 26 février 1953 au cours d'une conférence organisée par la « Note de Critique » sur le « crime » des « médecins criminels », le docteur Le Guillant sans faire aucunement allusion au cas Jdanov, sans discuter les possibilités matérielles de ce « sabotage » médical, affirmait sa satisfaction que « les soviétiques aient mis la main au collet de criminels qui perpétrassent et déshonoraient (son métier) ». Son absolue certitude de culpabilité se basait uniquement sur le fait que des médecins nazis par fois illustres, avaient commis des crimes beaucoup plus atroces.

C'est-à-dire une comparaison dangereuse ! Que penser en effet d'un régime qui 35 ans après la révolution qui lui a mis au pouvoir lasses parvenu aux plus hauts échelons de la profession médicale un groupe de bandits assimilables aux médecins SS ? Ces médecins accusés étaient les meilleurs spécialistes de toute l'Union Soviétique, ceux qui ont confiés les soins que pouvaient réclamer les grands dignitaires du régime. Plusieurs d'entre eux ont des noms mondialement connus. Mais pourquoi donc ces médecins couverts d'honneurs, et dont la situation matérielle et scientifique aurait pu faire envie leurs ordres et le prix de leur traitement par l'intermédiaire de « Joint Jewish Committee » participant stonnie à la conspiration américano-sioniste. Remarquez en effet que sept sur ces neuf médecins étaient juifs et que leur arrestation avait succédé de peu au procès Stansky où s'était manifesté sous couleur d'anti-sionisme un anti-semitisme à peine moins violent que celui, traditionnel, de l'ancienne Europe Centrale.

Et la presse soviétique glorifiait la doctoresse Timachouka qui, la première, avait flairé le complot abominable, provoqué l'enquête et pour ce service exceptionnel, venait de recevoir « l'ordre de Lénine ». Abakoum, ministre de la Sécurité, était destitué et remplacé par Ignatiev ; Rioumine, vice-ministre à la Sécurité,

Cependant, dix médecins français aux titres particulièrement éminents publièrent dans « L'Humanité » du 27 janvier une étude collective sous laquelle ils estimaient « qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels », et le 26 février 1953 au cours d'une conférence organisée par la « Note de Critique » sur le « crime » des « médecins criminels », le docteur Le Guillant sans faire aucunement allusion au cas Jdanov, sans discuter les possibilités matérielles de ce « sabotage » médical, affirmait sa satisfaction que « les soviétiques aient mis la main au collet de criminels qui perpétrassent et déshonoraient (son métier) ». Son absolue certitude de culpabilité se basait uniquement sur le fait que des médecins nazis par fois illustres, avaient commis des crimes beaucoup plus atroces.

C'est-à-dire une comparaison dangereuse ! Que penser en effet d'un régime qui 35 ans après la révolution qui lui a mis au pouvoir lasses parvenu aux plus hauts échelons de la profession médicale un groupe de bandits assimilables aux médecins SS ? Ces médecins accusés étaient les meilleurs spécialistes de toute l'Union Soviétique, ceux qui ont confiés les soins que pouvaient réclamer les grands dignitaires du régime. Plusieurs d'entre eux ont des noms mondialement connus. Mais pourquoi donc ces médecins couverts d'honneurs, et dont la situation matérielle et scientifique aurait pu faire envie leurs ordres et le prix de leur traitement par l'intermédiaire de « Joint Jewish Committee » participant stonnie à la conspiration américano-sioniste. Remarquez en effet que sept sur ces neuf médecins étaient juifs et que leur arrestation avait succédé de peu au procès Stansky où s'était manifesté sous couleur d'anti-sionisme un anti-semitisme à peine moins violent que celui, traditionnel, de l'ancienne Europe Centrale.

Et la presse soviétique glorifiait la doctoresse Timachouka qui, la première, avait flairé le complot abominable, provoqué l'enquête et pour ce service exceptionnel, venait de recevoir « l'ordre de Lénine ». Abakoum, ministre de la Sécurité, était destitué et remplacé par Ignatiev ; Rioumine, vice-ministre à la Sécurité,

Cependant, dix médecins français aux titres particulièrement éminents publièrent dans « L'Humanité » du 27 janvier une étude collective sous laquelle ils estimaient « qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels », et le 26 février 1953 au cours d'une conférence organisée par la « Note de Critique » sur le « crime » des « médecins criminels », le docteur Le Guillant sans faire aucunement allusion au cas Jdanov, sans discuter les possibilités matérielles de ce « sabotage » médical, affirmait sa satisfaction que « les soviétiques aient mis la main au collet de criminels qui perpétrassent et déshonoraient (son métier) ». Son absolue certitude de culpabilité se basait uniquement sur le fait que des médecins nazis par fois illustres, avaient commis des crimes beaucoup plus atroces.

C'est-à-dire une comparaison dangereuse ! Que penser en effet d'un régime qui 35 ans après la révolution qui lui a mis au pouvoir lasses parvenu aux plus hauts échelons de la profession médicale un groupe de bandits assimilables aux médecins SS ? Ces médecins accusés étaient les meilleurs spécialistes de toute l'Union Soviétique, ceux qui ont confiés les soins que pouvaient réclamer les grands dignitaires du régime. Plusieurs d'entre eux ont des noms mondialement connus. Mais pourquoi donc ces médecins couverts d'honneurs, et dont la situation matérielle et scientifique aurait pu faire envie leurs ordres et le prix de leur traitement par l'intermédiaire de « Joint Jewish Committee » participant stonnie à la conspiration américano-sioniste. Remarquez en effet que sept sur ces neuf médecins étaient juifs et que leur arrestation avait succédé de peu au procès Stansky où s'était manifesté sous couleur d'anti-sionisme un anti-semitisme à peine moins violent que celui, traditionnel, de l'ancienne Europe Centrale.

Et la presse soviétique glorifiait la doctoresse Timachouka qui, la première, avait flairé le complot abominable, provoqué l'enquête et pour ce service exceptionnel, venait de recevoir « l'ordre de Lénine ». Abakoum, ministre de la Sécurité, était destitué et remplacé par Ignatiev ; Rioumine, vice-ministre à la Sécurité,

Cependant, dix médecins français aux titres particulièrement éminents publièrent dans « L'Humanité » du 27 janvier une étude collective sous laquelle ils estimaient « qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels », et le 26 février 1953 au cours d'une conférence organisée par la « Note de Critique » sur le « crime » des « médecins criminels », le docteur Le Guillant sans faire aucunement allusion au cas Jdanov, sans discuter les possibilités matérielles de ce « sabotage » médical, affirmait sa satisfaction que « les soviétiques aient mis la main au collet de criminels qui perpétrassent et déshonoraient (son métier) ». Son absolue certitude de culpabilité se basait uniquement sur le fait que des médecins nazis par fois illustres, avaient commis des crimes beaucoup plus atroces.

C'est-à-dire une comparaison dangereuse ! Que penser en effet d'un régime qui 35 ans après la révolution qui lui a mis au pouvoir lasses parvenu aux plus hauts échelons de la profession médicale un groupe de bandits assimilables aux médecins SS ? Ces médecins accusés étaient les meilleurs spécialistes de toute l'Union Soviétique, ceux qui ont confiés les soins que pouvaient réclamer les grands dignitaires du régime. Plusieurs d'entre eux ont des noms mondialement connus. Mais pourquoi donc ces médecins couverts d'honneurs, et dont la situation matérielle et scientifique aurait pu faire envie leurs ordres et le prix de leur traitement par l'intermédiaire de « Joint Jewish Committee » participant stonnie à la conspiration américano-sioniste. Remarquez en effet que sept sur ces neuf médecins étaient juifs et que leur arrestation avait succédé de peu au procès Stansky où s'était manifesté sous couleur d'anti-sionisme un anti-semitisme à peine moins violent que celui, traditionnel, de l'ancienne Europe Centrale.

Et la presse soviétique glorifiait la doctoresse Timachouka qui, la première, avait flairé le complot abominable, provoqué l'enquête et pour ce service exceptionnel, venait de recevoir « l'ordre de Lénine ». Abakoum, ministre de la Sécurité, était destitué et remplacé par Ignatiev ; Rioumine, vice-ministre à la Sécurité,

(1) Celui-ci est d'ailleurs rentré en grâce et occupe un poste important chez les Bachkirs.

Le gérant : Fontanel.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier, Paris (13^e)

MA VIE EN ALGÈRE CA I - LE TRAVAIL FORCÉ ES

PARMI les nombreuses légendes qui circulent sur le système stalnien, et auxquelles on ajoute foi, il en est une, inébranlable, selon laquelle le travail forcé serait indispensable à l'existence de l'Etat soviétique.

Les admirateurs repentis, autres amis de nos amis, nous ont dit : « Compagnons de route, à toutes nuances ne cessent de prétendre que les succès économiques de l'Union Soviétique n'ont pu être atteints que grâce à la mise en jeu de la main-d'œuvre « la meilleure marché », bref grâce aux travailleurs forcés. De ces prétendues fausses, on lira une conclusion à nos amis qui prétendent en effet, que les arrestations massives en Union Soviétique répondent à des considérations économiques, et que le MVD n'est rien de plus que l'organe exécutif de la direction du plan.

D'après ce que j'ai pu apprendre au cours de nombreux entretiens sur ce sujet de la façon suivante : la construction d'un nouveau canal — mettons, au Turkestan — est projeté, le Ministre compétent donne alors au MVD l'ordre de lui procurer au plus vite par des arrestations cinq mille ouvriers qui conviennent à ce travail. Ensuite la police organise en quelques semaines plus tard les colonies sont en marche pour la construction du canal.

En réalité ce n'est pas tout à fait aussi simple. Il est procédé à des arrestations pour des motifs politiques ou pour se protéger des criminels ; mais jamais pour se procurer de la main-d'œuvre soit-disant bon marché. En toutes choses, la préoccupation première est toujours la sécurité de l'Etat, c'est-à-dire la sécurité des hauts fonctionnaires, des généraux et autres privilégiés, qui se croient sans cesse en danger ; parce qu'ils ne savent que trop quelle insatisfaction et quel mécontentement régnent dans les rangs des prolétaires soviétiques. C'est à cette peur hystrérique de toute critique ou même d'un courant oppositional que des centaines de milliers d'hommes sont sacrifiés chaque année sans scrupule, et non pour répondre à des nécessités économiques.

Le travail forcé est en aucune façon né par lui, que le travail forcé joue un rôle dans l'ordonnance d'ensemble de l'économie soviétique, quelque ce rôle ne soit pas très grand.

QUINZE MILLIONS DE PRISONNIERS

Les millions de travailleurs forcés sont, à quelques exceptions près, concentrés dans des régions d'importance économique secondaire, afin de rendre vains de prime abord les premiers tentatives de sabotage, visiblement que les « niveaux de fuite. Les plus grandes régions de camps se trouve par exemple à Katanga où, sur un million et demi de prisonniers, un demi-million travaillent dans les mines de charbon, dont le rendement est presque nul, et un million d'autres tiennent le temps en arrachant quelques profits à des terres insalubres et stériles. Les autres sont cultivés en abondance et presque sans peine dans les nombreuses régions fertiles de l'Union Soviétique. La même constatation vaut pour les camps forestiers de Sibérie où des millions de prisonniers abattent un bois qui, le plus souvent, s'en va pourrir quelque part, car, étant abattu en été, il ne peut être transporté qu'en hiver. On se cramponne à des tentatives encore moins rentables dans la zone arctique, où sont installés pour des raisons de sécurité la plupart des prisonniers ; les pommes de terre, les choux, les concomres et autres belles choses qu'on y cultivait volent en éclats dès qu'ils se trouvent réquisitionnés pour les premiers réelles. Ici je peux en parler par expérience car j'ai passé plusieurs années dans ces domaines d'Etat polaires où des prisonniers passaient leurs journées à arracher des plants de choux, à leur mettre de l'engrais, à les transplanter soigneusement pour en faire pousser d'autres qui ne réussissent que si on s'occupe de leur terre et du soin de approfondir et où, après avoir été si bien soignée, ils dépérissent à vue d'œil. La même chose se produit dans les étendues sans fin des steppes de l'Asie centrale, avec la seule différence qu'au lieu du froid ce sont la chaleur et la sécheresse qui y réduisent à néant tous les efforts.

Sur le nombre des travailleurs forcés il n'y a bien entendu aucune statistique officielle. Les estimations que mes compagnons russes de captivité m'ont

ACCORD A LONDRES : LES ACCORDS DE LAUTE de tous les pays

QUI se souvient encore des titres victorieux présentant comme un « formidable pas en avant » l'engagement pris par l'Angleterre de participer à l'armée européenne, nouvelle formule de la « Grande Coalition » ? Les accords de Londres n'est-elle pas la réalisation de ce projet, l'aboutissement de cette optimisme de commande à fait place à une sombre résignation. Le vainqueur de Londres, M. de Gaulle, a-t-il dit : « L'Allemagne est la France, donne lui-même le ton. A la fin du débat général sur les accords de Londres il tire la philosophie véritable de la position prise par son gouvernement. C'est une vérité depuis longtemps reconnue par des hommes que la décision fait pourtant souffrir au plus profond de leur sensibilité, la décision de nos alliés était prise... le réarmement de l'Allemagne était devenu de toutes façons inéluctable et prochain ». Dès lors la seule question pour la bourgeoisie française devient : limiter les dégâts.

Les accords de Londres y parviennent-ils mieux que la CED ? Ils ont l'avantage aux yeux de l'ensemble de la bourgeoisie française, de ne pas instaurer un super-appareil d'Etat aux côtés de l'appareil d'Etat bourgeois français. La CED prévoyait un commissariat nommé pour six ans n'ayant pas à recevoir d'instructions des gouvernements respectifs, un conseil des ministres prenant ses décisions à la majorité, une cour de justice chargée de régler les différends entre le commissariat et le conseil des ministres ainsi qu'entre les Etats, et disposant d'un pouvoir de police spécial. Le commissariat fixait souverainement le budget militaire commun et passait des commandes.

Dans les accords de Londres rien de tout cela ne subsiste. Le conseil des ministres est l'organe souverain et ne peut fixer que par des décisions unanimes les minima et les maxima des contributions en troupes et en armements de chaque pays à l'OTAN. De même, devront être prises à l'unanimité, soit par le conseil des ministres du traité de Bruxelles soit par l'OTAN, les décisions concernant « les forces de défense intérieure et de police sur le continent européen ». Juridiquement, la France, tout en se soumettant elle-même à un contrôle théorique, obtient un droit de veto sur le réarmement allemand. Elle échappe au contrôle d'organismes à pouvoirs « supra-nationaux » importants. De ce point de vue les accords de Londres sont plus favorables à la bourgeoisie française que ne l'était la CED.

Les accords de Londres consacrent le rôle dominant de la bourgeoisie allemande en Europe occidentale. Son poids économique et politique ne fera que croître. Son rôle de pivot de la politique européenne se confirmera. La bourgeoisie française tentera d'équilibrer le développement, en soulant à chaque moment de nouveaux problèmes tel celui de la Sarre. Mais elle devra reculer et accepter des compromis.

Molotov consacre par son discours à Berlin cette situation. Ce n'est plus à la France qu'il s'adresse « contre la renaissance du danger allemand », mais à l'Allemagne « contre les motifs suffisants pour que les relations entre l'URSS et la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest » se développent sur une base plus saine.

Il suffit de rappeler les innombrables possibilités qui s'ouvrent par exemple pour les relations économiques au profit des deux parties, a-t-il dit dans un discours prononcé à Berlin-Est.

Il faut voir là l'annonce d'une opération de surenchère, tendant à détacher la bourgeoisie allemande du bloc soviétique, à l'obliger à aller à la bureaucratie du Kremlin dans le quel voie ? Ses possibilités sont vraisemblablement limitées, car il lui est très difficile d'envisager la concession d'un évacuation de l'Allemagne Orientale.

La faillite de la politique soviétique d'appui sur la bourgeoisie française pour empêcher le renforcement de la coalition atlantique est totale. Elle se change donc en son contraire : surenchère à l'égard de la bourgeoisie allemande. Ce qui en fin de compte ne fera que contribuer une fois de plus à un resserrement de la coalition atlantique.

Où est donc l'issue ? Elle ne peut pas être dans un jeu d'équilibre entre les différentes bourgeoisies. Elle est dans la véritable intention égalitaire. Et en premier lieu dans l'alliance révolutionnaire des prolétaires français et allemands. En même temps que le prolétariat français doit combattre impitoyablement les crédits militaires, le service de 18 mois, et tous les pactes de préparation à la guerre — pacte atlantique, de Bruxelles, accords de Londres, etc — il doit se dresser

contre les accords de brigandage — y compris ceux de Yalta et de Fostdam — qui ont provoqué et entretenu la division de l'Allemagne.

L'argument essentiel utilisé par Anthonie dans la lutte pour le prolétariat allemand, la participation à l'alliance atlantique est la division de l'Allemagne. Molotov, par peur de la révolution en Allemagne, en Allemagne par peur que l'éclosion de l'Allemagne de l'Est ne donne aux peuples de l'Est européen le signal de la révolte contre l'occupation militaire russe, tout en attendant de cette question sans y répondre clairement. Mais les raisons de Molotov ne sont pas les nôtres. Nous devons exiger que toutes les troupes d'occupation, françaises et comprises se retirent immédiatement et sans conditions de toute l'Allemagne Sarre y compris.

La combativité du prolétariat allemand s'est avérée. Elle a été démontrée (le juin 53) qu'Allemagne Occidentale (n° 54) — témoignage de sa capacité à lutter contre ses oppresseurs. La prise de position des syndicats allemands contre le réarmement montre son hostilité à toute aventure guerrière. L'hypothèque de la division et de l'occupation levée, il s'agit d'envisager dans la lutte révolutionnaire pour un gouvernement ouvrier. Il le pourra d'autant plus facilement si la lutte pour un gouvernement des travailleurs est menée parallèlement à la véritable union des peuples de France et d'Allemagne, celle qui nous conduira aux Etats-Unis Socialistes d'Europe. **STEPHANE JUST.**

La lutte s'intensifie dans les 128000

Le congrès du Labour Party de Scarborough qui vient de se dérouler marque une étape très importante dans la lutte de la gauche travailliste.

Apparemment, la droite a remporté un succès sur tous les plans. Evyan a été battu par le droitier Gaiskell, la motion Edén sur le réarmement allemand a été approuvée. Et en lutte pour les salaires repoussés. Ainsi que les propositions d'évacuation des bases occupées par les américains. Le journal « Socialist Outlook » a souligné l'importance de la décision politique prise par le Comité Exécutif National du Labour Party. Majoritaire au congrès des Trade Unions, mais minoritaire au congrès du Labour Party, la tendance Attlee-Morrison-Deakin a-t-elle remporté le succès décisif et après la tendance Socialist Outlook, venant à s'attacher aux bévismistes eux-mêmes pour les détruire ?

En fait, les résultats des congrès sont loin d'être décisifs pour les droitières. Le congrès des Trade Unions, malgré le mode de vote très peu démocratique, on sait que, par exemple, une seule voix de majorité suffit pour entraîner d'un seul côté parfois un million de voix, représentés sans cesse par une bureaucratie. Cette bureaucratie a vu une montée considérable de la gauche travailliste.

Il faut surtout signaler qu'à Scarborough, la vote approuvant le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest a été le seul trahison de Georges Bringham, secrétaire des ouvriers du bois, qui, mandaté pour voter contre, a voté pour, apportant ainsi les 250.000 voix

pour, apportant ainsi les 128.000 voix qui ont permis à la motion de passer.

Mais le traître Bringham a, bien malgré lui, rendu un signalé sérieux à la gauche travailliste en lui ôtant toute illusion sur la possibilité de triompher par de savantes manœuvres à l'intérieur de l'appareil. Alors que la presse « occidentale » s'exaltait sur la décision « historique » de Monsieur Edén laissant quelques milliers de trouffions anglais sur le continent, elle a fait le plus grand silence sur les décisions prises par Evyan, autrement plus importantes.

Après une violente attaque contre « une poignée de bureaucrates irresponsables », dans la ligne officielle qui porterait désormais la lutte « à l'extérieur ».

Les mineurs du Yorkshire, les dockers de Liverpool ou les manœuvres de Birmingham vont maintenant être mis directement en contact avec la gauche. Evyan proclame ainsi sa volonté de faire triompher sa politique à travers la classe ouvrière même. Le vote de la gauche et le nettoyage des bureaucrates n'en serait qu'une conséquence.

L'avenir dira si Evyan peut mener une lutte ouverte et victorieuse de la gauche dans le Labour Party. De toutes façons, il constitue un considérable danger pour l'imperialisme anglais. Le congrès de Scarborough, avec la décision des syndicats allemands de s'opposer au réarmement de leur pays, peut causer d'énormes difficultés aux auteurs du Traité de Bruxelles.

M. CARTIER.

CAS SÉRIENNES

FORCÉ EST-IL RENDEUR ?

A nos lecteurs le premier d'une série de Gerland, écrivain et journaliste allemand, a captivité en Union Soviétique.

Brigitte Gerland, est, dès l'âge de seize ans, affiliée à un groupe clandestin de « Faucons qu'ai bon de deux ans, gravement malade. Jeich s'est effondré qu'elle décide, en dépit que Berlin-Est, convaincu qu'elle est que, couvrir les yeux au ciel. Elle adhère communiste et, grâce au fait qu'elle compte dans le passé ne comporte aucune compromission nommée d'embellie rédactionnelle politique à la fois pour la zone Est.

de carrière, elle découvre le véritable visage sa crainte de tout mouvement révolutionnaire, et de démolition du prolétariat allemand. Ses conclusions de cette expérience, elle quitte à Sverdlovsk.

fait connaissance des choses et des gens de reportages pour la presse social-démocrate. occasion d'une visite qu'elle effectuait dans la région industrielle de Vorikouta et de Nord (polaire). Cinq millions de prisonniers gaspillent et défrèchement et de colonisation de la forêt, de eux qui, vus les instruments extrêmement primitifs un résultat. Cinq millions de prisonniers manquent de nourriture, incapables de fournir font que coûter de l'argent, sans rien rapporter.

EMENT TRÈS BAS

vingt camps différents au cours de six années ; et la ne signifie pas grand chose, mais en fin de cause d'avoir un modeste aperçu des questions forcés.

Pendant deux ans, j'étais occupé, comme il y a déjà été fait allusion plus haut, à la culture de plants de choux condamnés à périr de froid. J'ai passé quatre ans dans les régions minières de Vorikouta ; cette ville appartient aux conditions de la bureaucratie stalinienne, les camps y ont surgi dans les années de grande émigration, entre 1935 et 1947. Aujourd'hui cette étendue et constituée de baraquements en bois ne compte sans doute pas, avec ses cinq cent mille prisonniers environ, parmi les plus grands camps, mais elle est parmi les plus importants. Les quarante puits de mine de Vorikouta alimentent en charbon la région industrielle de Lénningrad. Cependant même ici, on a une centaine de milliers de prisonniers au moins fournissant un travail productif (c'est le nombre de ceux qui travaillent dans les mines), le charbon extrait revient plus cher que ce ne serait le cas dans des conditions normales et avec des ouvriers libres et rémunérés en millions. Dans une telle conjonction de travail, avec qui j'ai parlé non cessé de me déclarer que dix mineurs qualifiés travaillant librement pourraient accomplir le travail de 200 prisonniers travaillant contre leur gré et résistant constamment plus ou moins ouvertement. Ces mineurs se trouveraient sans difficulté s'ils étaient bien payés et recevaient un danger pour la sécurité de l'Etat ? Leur libération ou seulement la limitation de leur nombre pourrait ébranler les bases du système stalinien ; il n'y a donc rien à faire, on doit continuer à les occuper et à les faire travailler mal et cher. En fin de compte, en en faisant travailler des masses telles, on obtient naturellement un certain résultat, mais il ne faut pas regarder au prix. Le voudrais à ce sujet donner un petit exemple. Nous — c'est-à-dire une brigade de trente hommes — étions chargés de transporter sur un remblai nouvellement élevé 150 ralls de chemin de fer. Comme avec d'autres nous n'avait envie de se fatiguer à l'excès, chaque rail était tiré par vingt ou trente hommes, mais pendant leur captivité étaient éliminés de façon ou d'autre. Le fait que nous ne nous prouve à nouveau la priorité de l'intérêt politique. On vise seulement à isoler les opposants et à leur enlever toute possibilité d'activité. Ce n'est pas le désir de représenter des esclaves qui pousse la bureaucratie stalinienne à remplir les camps de millions de prisonniers. Les hommes qui sont libérés par les masses mécontentes, déçues et frustrées des conquêtes de la Révolution.

Or si la bureaucratie soviétique ne s'intéressait vraiment aux prisonniers comme objets d'exploitation que l'on rassemble dans d'immenses villes concentrées pour avoir de la main-d'œuvre à bon marché, les malades, les vieillards et les faibles, qui constituent en réalité 1/3 de chaque camp, ne seraient libérés sans faire prisonniers libérés et ceux qui tombent malades pendant leur captivité seraient éliminés de façon ou d'autre. Le fait que nous ne nous prouve à nouveau la priorité de l'intérêt politique. On vise seulement à isoler les opposants et à leur enlever toute possibilité d'activité. Ce n'est pas le désir de représenter des esclaves qui pousse la bureaucratie stalinienne à remplir les camps de millions de prisonniers. Les hommes qui sont libérés par les masses mécontentes, déçues et frustrées des conquêtes de la Révolution.

BRIGITTE GERLAND.

(A suivre)

GRANDE BRETAGNE

Une grève de vingt mille dockers paralysait le port de Londres. Des grèves se sont également déroulées dans les ports importants de Hull et Birkenhead. Le conflit portait sur le droit que jouaient les dockers de faire des heures supplémentaires à leur convenance, et non imposées par les entreprises.

Le conflit s'accroît du fait que s'y ajoute une lutte des dockers contre le puissant syndicat général des transports de Monsieur Deakin, poids toujours décisif pour la droite travailliste lors des congrès. Les ouvriers rejoignent en masse l'Union Nationale des manutentionnaires et dockers (NASDU), syndicat faisant également partie des Trade Unions, mais menant une lutte résolue pour la victoire, alors que le syndicat Deakin s'oppose toujours au combat et par là même, est la meilleure arme du patronat.

Dans son discours du 9 octobre au congrès conservateur de Blackpool, Sir Winston a, d'une part violemment attaqué le leader de la gauche travailliste, Bevan, pour avoir déclaré que les américains s'opposent à l'entrée de l'Europe de l'Ouest, et d'autre part salué Attlee et sa clique pour avoir tenu dans les affaires internationales, assuré la continuité de la politique (de l'impérialisme) britannique, lorsqu'ils étaient au pouvoir ».

JAPON

Le Congrès des syndicats japonais, qui groupe quatre millions d'ouvriers, s'est tenu il y a quelques semaines. Sa résolution politique fait montre d'une grande combativité.

La politique de réarmement du Japon ne fait qu'abaisser le niveau de vie de la nation et mène à une résurrection du militarisme au détriment de la paix, de la liberté, et de l'indépendance de la nation japonaise. Après avoir dénoncé la reconstitution des trusts, l'exploitation féroce du prolétariat, le Congrès demande à ses adhérents d'ouvrir une discussion pour mettre à bien une lutte d'ensemble au début de l'année 1955. La classe ouvrière japonaise se trouve à la veille de grands combats.

EGYPTE

La dictature des officiers égyptiens se trouve dans une situation aggravée chaque jour. S'appuyant au départ sur la faiblesse et l'incapacité de leur adversaire, Néguib puis Nasser ont dû leur stabilité passée à leur lutte en fait démagogique pour l'indépendance nationale.

Sans donner la terre aux paysans, ils ont tenté de réaliser une révolution par le coup de mitrailleuses. Puis affectés de voir qu'ils n'étaient soutenus par aucune classe sociale notable du pays, ils se sont engagés dans un rapprochement avec les Américains, qui ont alors perdu leur tout dernier appui, les Frères Musulmans.

Mais le général Nasser n'ose pas engager la lutte ouvertement. L'existence d'El Hodeby, leader des « Frères » a été décommodée. La dictature de la Junta militaire semble vouée à une fin proche.

SVRIE

Les élections qui viennent de se dérouler dans un climat de relative liberté montrent un poussé très considérable vers la gauche. Tous les partis qui se réclamèrent au départ de la gauche ont été battus. Une victoire socialiste retentissante est enregistrée (les socialistes triplent leur représentation au Parlement). Les communistes ont également considérablement augmenté leur vote.

Les élections montrent que les peuples arabes se débarrassent de la tutelle des féodaux et des impérialistes.

KENYA

Les trois plus importantes tribus du Kenya ont adressé un mémorandum à des parlementaires britanniques qui dénoncent les conditions de vie des tribus.

« La mort est notre sort quotidien, la faim et la douleur ont augmenté. Peut-être encore vivants. Tous nos chefs ont été tués... Nos terres sont déclarées zones interdites... Nous vous demandons une fois de plus de ne pas nous oublier. »

'«Aman» du Général

CHEVALLIER est un des tenants du néo-colonialisme, d'une politique pleinement impérialiste. De sucrat, M. Chevallier est secrétaire d'Etat aux Forces armées. A ce dernier titre, s'en fut tout d'abord en Tunisie pour, d'après «Le Monde», préparer de concert avec son collègue le général Boyer de la Tour (ex-captain de Viet), le plan de l'opération d'après «Le Monde» de quelques-uns des régiments rapatriés d'Indochine... en Tunisie. Ceci afin d'amplifier les opérations contre les Fellagas.

« Les gogos, intéressés ou non, à la Martini, Roger Paret et Cie, peuvent voter les bienfaits du néo-colonialisme, mais ils ne peuvent pas intelligemment d'avec le commandant en chef des trou-

Le gouvernement du Kenya a annoncé le 7 octobre que 10.000 Mau Mau (ex-membres de la tribu des Kikouyou expropriés de leurs terres par les colons), désertés à insupportables, allaient être déportés dans une île jusqu'à maintenant déserte au centre du Lac Victoria, 50.000 Kikouyou au moins sont actuellement dans des camps de concentration au Kenya.

La lutte pour la libération du colonialisme continue cependant, au cœur même de la capitale, Nairobi, malgré la masse de filés de tout poil et de troupes de mercenaires qui assurent l'ordre » dans la ville.

Mwangi Toto, un jeune héros national, a échappé de justesse à une rafle organisée par la police, dans un faubourg de Nairobi. Certes avec plusieurs de ses camarades, il a ouvert le feu et blessé, a réussi à s'échapper. Le même jour, 8 octobre, un groupe de Mau Mau armés de couteaux de brousse et de pierres a fait un raid en camion dans un autre secteur de la ville. Ils ont laissé un mort et plusieurs prisonniers entre les mains des forces d'oppression.

GUATEMALA

Un simulateur de référendum a maintenu au pouvoir le zangster de l'United Fruit, Castillo Armas.

Rappelons que 18 % des habitants seulement avaient le droit de vote et que celui-ci était oral et public, sous la « protection » des hommes de main des grandes compagnies américaines.

Des membres de l'entourage de l'ex-président Arbenz ont été arrêtés au Mexique au sujet du projet de gouvernement guatémaltèque. Vont-ils être livrés aux tueurs ?

ALLEMAGNE

Un congrès de la DGB (Fédération des syndicats de l'Allemagne de l'Ouest) le syndicat des métallurgistes, par la voix de son dirigeant Brenner, a violemment attaqué la direction fédérale et en particulier le social traître Hettling.

Brenner a accusé la direction de « mollesse » dans la direction des grèves récentes, leur a reproché de n'avoir pas engagé la lutte contre la remilitarisation, et les a stigmatisés pour avoir proposé un système de grèves d'attente, qui favoriseraient les grèves futures — stratagème qui a déjà réussi dans la menace de grève générale de 850.000 employés des services publics en août dernier.

Un délégué a demandé la désignation d'un Comité Exécutif « capable de rendre la vie au travail de la fédération ».

Le congrès a fait preuve de courte vue en refusant de recevoir une délégation des syndicats allemands sous prétexte que ces syndicats « ne sont pas libres ».

La puissance du mouvement contre le réarmement de l'Allemagne dans la classe ouvrière s'est cependant exprimée d'une manière prévalente d'un seullement des 400 délégués ont approuvé le projet de réarmement de l'Allemagne de Bonn.

ETATS-UNIS

Après 108 jours de grève, les ouvriers de la Compagnie Square-D, de Détroit, ont conclu un accord avec leurs patrons à signer un nouveau contrat avec leur syndicat.

VERITE a rapporté dans son dernier numéro comment les tentatives de la compagnie Square-D, de Détroit, ont été déjouées par les travailleurs qui ont refusé de signer un tel accord adhésif des ouvriers, sous prétexte de « chasse aux communistes », se sont brisées sur les manifestations de solidarité et l'insistance des travailleurs de l'automobile de Detroit.

Le Socialist Workers Party, parti trotskiste américain, participera sur une grande échelle à la campagne électorale de novembre. Dans un numéro spécial de leur journal « Le Militant », les trotskistes américains développent leur programme ; leurs candidats mèneront la lutte contre le néo-carthysme, forme américaine de la néo-patrie, et les appelleront les travailleurs à constituer leur propre parti politique, un Labor Party appuyé sur les syndicats, face aux deux grands fronts, le parti démocrate de Truman-Stevenson et le parti républicain d' Eisenhower-McCarthy ; ils démontrent que, devant la menace de la guerre atomique, il n'est d'autre solution que celle d'une société socialiste et appellent les travailleurs à combattre pour un gouvernement ouvrier et paysan.

P. MULLER.

Socialist Outlook contre Attlee-Morrison

COMME nous l'annonçons dans notre numéro précédent, le journal « Socialist Outlook », une des plus lus de la gauche travailliste, a été mis hors la loi par le Comité Exécutif du Labour Party.

Après avoir été interdit d'émission de centaines de syndicats et de sections parmi les plus importants a soutenu la vigoureuse campagne de protestation en faveur des camarades détenus par le « Socialist Outlook ». Au cours du congrès, Alice Bacon a défendu, pour le compte des droitières, l'interdiction du journal. Comme par hasard, tous ses arguments ont été fidèlement transcrits de l'organe sta-

linien « World News », qui s'est livré récemment à un travail de délation auprès des journaux travaillistes, puis un que les éléments pro-stalinistes ont été éliminés de « Socialist Outlook ». Jenny Lee, femme de Bevan, a défendu avec énergie les droits démocratiques élémentaires au sein du parti.

Néanmoins, la décision bureaucratique des dirigeants droitières a maintenu par 4.475.000 voix contre 1.896.000 de « Socialist Outlook » ne s'ouvrent pas pour autant vaincus et continuent leur campagne de lutte avec « Left Ben » (annule l'interdiction).

LES CENTRAUX DE BANQUE EN ACTION
DEPUIS plus d'une semaine les employés de Central Mécanographique du Crédit du Nord sont en grève. Ce mouvement dans le service de plus névralgique pour le fonctionnement de la Banque inquiète sérieusement les patrons.

Les « chapeaux » après
Sous ce titre, nos camarades des cellules P.T.T. du P.C.I. ont fait paraître l'article suivant dans « La Vérité - Postiers » d'octobre 1954 :

Les « chapeaux » après
Si la journée revendicative des fonctionnaires du 23 juin s'est déroulée dans l'indifférence quasi-totale de notre corporation, cela est dû au fait que la revendication est surtout apparue aux postiers sous sa forme hiérarchisée.

Pour une Confédération de la Fonction publique

Les militants unitaires viennent de lancer à leurs camarades ainsi qu'aux organisations syndicales de la Fonction Publique un appel dont nous tirons les extraits suivants :
Aucune solution valable n'a été apportée par les traités de la Fonction publique. Au contraire, une politique axée sur les intérêts de classe de la bourgeoisie a accentué ces derniers sous le décalage entre la plupart des catégories de la Fonction publique et les corps indispensables à la domination de la bourgeoisie (armée, magistrature...).

Baranès ou les quatre opérations

Le cas est typique ; en mai 1952, un homme est arrêté, déporté en avion à Niort, placé en résidence surveillée, sans l'ombre d'une justification légale. Pourquoi ? Parce qu'il est le dirigeant du mouvement national algérien, le président du Mouvement pour le Retour des Libertés Démocratiques (MTLD).

Le M.T.L.D. contre les capitulations
rapport sur le II^e congrès du M.T.L.D. Le programme politique, c'est-à-dire l'indépendance, pour l'indépendance tactique. Dans la hiérarchie des importances, le programme politique passe au troisième plan, derrière la politique des alliances et les élections.

LES ACCORDS DU 17 JUIN
Le 17 juin, les différentes Fédérations de fonctionnaires sont parvenues à un accord qui, à plus d'un égard est discutable. Mais aussi limité, cet accord marque un tournant et devient la base commune d'une action générale de la Fonction publique.

Baranès ou les quatre opérations

(Suite de la première page)
leur communiquant les « secrets » du Bureau Politique du PCF, cela est clair pour tout un chacun. Il y a bien longtemps que XXX du « Figaro » se « désole » au mieux de ce que les dirigeants du PCF acceptaient de publier dans « France-Nouvelle ». Il faut une bonne dose de stupidité, et de méconnaissance complète de la vie intérieure du PCF pour attacher foi aux informations du « Figaro ».